

Douze milliards et demi d'heures de travail invisible

Il y a peu de tâches qui s'apparentent plus que celles de la ménagère au supplice de Sisyphe; jour après jour, il faut laver les plats, épousseter les meubles, repriser le linge qui seront à nouveau demain salis, poussiéreux, déchirés.

Comme l'écrivait déjà Simone de Beauvoir dans *Le Deuxième Sexe* en 1949, les tâches ménagères, les soins aux enfants et aux proches malades, et la charge mentale qui découle de tout ce travail, sont sans fin. Invisible, souvent retranché dans l'espace domestique, ce travail reste considéré comme une quantité négligeable. À peine une contribution sociale, et encore moins une contribution à l'économie mondiale. Alors qu'il a une valeur inestimable: ce sont 12,5 milliards d'heures quotidiennes qui sont fournies dans le monde par les femmes et les filles.

Cela représente plus des 3/4 de ce type de tâches, transmises par les femmes de génération en génération. Déjà entre 5 et 9 ans, les petites filles réalisent en moyenne 30% de plus de tâches domestiques que les garçons du même âge. À peine quelques années plus tard, entre 10 et 14 ans, c'est 50% de plus qu'elles effectuent. Et la tendance ne s'inverse jamais: dans 30 pays, les femmes âgées passeraient deux fois plus de temps à effectuer ce travail que les hommes du même âge, malgré leurs propres besoins d'accompagnement.

Situation critique pour les pauvres

La situation est la plus critique dans les pays à faibles revenus. Les femmes les plus pauvres ne peuvent payer ni une aide domestique (pour s'occuper du ménage ou garder les enfants et les personnes âgées, par exemple) ni des équipements de base comme des machines à laver ou des appareils de cuisson. Elles prennent en charge les besoins de santé et d'éducation de leurs familles et de leurs communautés, souvent privées d'accès à des services de qualité – ou à des services tout court. Parfois sans accès à l'eau courante ou à l'électricité, elles doivent consacrer de nombreuses heures à aller chercher de l'eau et du matériel de chauffage. L'addition monte vite: dans les zones rurales des pays à faibles revenus, jusqu'à 14 heures par jour de travail de soin non rémunéré pour les femmes.

Cependant, la Belgique n'est pas à l'abri de ces questions, qui restent pourtant peu politisées. Les femmes fournissent plus d'heures que les hommes pour ce travail de soin, ce qui en contraint certaines à travailler à temps partiel ou à renoncer à un emploi. Et, comme partout, les femmes les plus pauvres et les

plus marginalisées accumulent particulièrement les heures.

De quelle richesse parle-t-on?

À l'opposé du système économique, un petit groupe de personnes gagne pourtant beaucoup sans travail. C'est le club des milliardaires, 2 153 personnes qui possèdent aujourd'hui plus de ressources que 60% de la population mondiale. Une richesse que deux tiers d'entre eux ont hérité ou obtenu grâce à des liens de connivence avec des personnes haut placées.

Cela pose une question fondamentale: qu'est-ce qui est considéré comme ayant de la valeur dans ce système économi-

que clairement dysfonctionnel? Est-ce la capacité à accumuler de la richesse pour un petit groupe? Ou est-ce la capacité à contribuer non seulement à l'économie mais plus largement à l'humain, aux besoins de soin qui font avancer au quotidien nos familles et nos communautés?

Cette semaine, à l'heure où de nombreux mem-



Aurore Guieu
Responsable de l'équipe Justice fiscale et Inégalités chez Oxfam-Solidarité

semblés à Davos en Suisse pour le Forum économique mondial, Oxfam publie un rapport qui met en lumière cette faille fondamentale de notre système économique. Une faille qui maintient dans la pauvreté une multitude de femmes, en ne reconnaissant pas leur contribution massive à un travail dont la valeur annuelle est pourtant estimée à minima à 10 800 milliards de dollars.

Les inégalités extrêmes condamnent des millions de personnes à vivre dans la pauvreté. Près de la moitié de la population vit encore avec moins de 5,50 dollars par jour, alors même que la richesse des milliardaires a bénéficié d'un retour annuel moyen de 7,4% par an sur la dernière décennie.

Des solutions

Il est temps que les gouvernements s'attaquent réellement à la question des inégalités et mettent en œuvre des politiques publiques ambitieuses pour réduire la charge de travail qui pèse sur les épaules des femmes et des filles. Il existe des solutions clairement identifiées: combattre les normes de genre qui définissent ce travail comme "un travail de femmes"; taxer justement la richesse – seulement 4% des impôts collectés actuellement dans le monde y sont dédiés; et investir dans des services publics universels et de qualité en matière de santé, d'éducation, et de soin aux personnes.

Il faut fondamentalement revoir la manière dont nous comprenons l'importance du travail de soin, de la valeur économique, du sens de la richesse. Pour que notre économie mondiale soit moins sexiste et plus juste.



Greta Thunberg était dans l'assistance lors du discours de Donald Trump à Davos, le 21 janvier.

De quoi le rapport Oxfam

Ce mercredi à Davos, la RTBF interrogeait notre Première ministre [Sophie Wilmès, MR] sur le rapport annuel d'Oxfam qui, se basant sur les données de *Forbes* et du *Crédit Suisse*, énonce que 2 153 milliardaires détiendraient plus d'argent que 60% de l'humanité.

Face à un tel chiffre, on peut – réaction compréhensible – s'en indigner, proclamer que notre monde est inique et réclamer une meilleure répartition via l'outil fiscal. On peut aussi – c'est notre choix – le contextualiser pour approfondir la réflexion.

Inégalité n'est pas pauvreté

Premièrement, la méthodologie d'Oxfam (comme toute méthodologie d'ailleurs) est discutable. La richesse d'un individu est calculée à partir de son actif net: la valeur de ses biens moins ses dettes. Selon ce calcul, un jeune diplômé américain qui cherche du travail et qui s'est endetté pour payer son diplôme, est plus "pauvre" qu'un modeste agriculteur indien possédant un petit lopin. Il fait partie de ces 60% de l'humanité prétendument victimes de la prétendue rapacité des 2 153 milliardaires. Ainsi calculée, sa "richesse" ne dit rien de son potentiel économique, de son accès au crédit, de son pouvoir d'achat, etc. Soulignons aussi – et Oxfam le précise dans son rapport – que les richesses sont considérablement sous-évaluées dans les données du *Crédit Suisse*. C'est particulièrement le cas des richesses du tiers-monde ainsi que l'a montré l'économiste Hernando de Soto, et cela pour une raison très simple: l'économie du tiers-monde est, pour une large part, informelle alors que ses actifs – non protégés et répertoriés par un titre de propriété – sont colossaux.

Deuxièmement, ne confondons pas inégalité et pauvreté. Notre monde est beaucoup plus riche aujourd'hui qu'il ne l'était naguère. À partir de la révolution industrielle, un phénomène incroyable se produit: entre 1820 et 1900, le PIB mondial triple! 50 ans plus tard, il triple une seconde fois; 25 ans plus tard, il triple une troisième fois et 33 ans plus tard il triple encore une quatrième fois. Il a presque été multiplié par cent depuis la révolution industrielle! (Roser, *Economic Growth*, *Our World*)

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".